

Conférence de presse du mardi 24 avril 2007 :

intervention de Laurent Lafforgue

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de votre présence.

Je voudrais revenir sur quelques-uns des principaux thèmes abordés par les différents candidats lors de la campagne du premier tour de l'élection présidentielle et m'interroger sur les promesses qui ont été faites.

Le thème le plus important, qui arrive en tête des professions d'intentions aussi bien de M. Sarkozy que de Mme Royal, est la « valeur travail ».

Sur ce sujet, je voudrais d'abord citer un extrait d'une lettre que m'a écrite un vieux monsieur. Ce monsieur a grandi au fond de la misère. Sa famille, où l'on ne parlait pas français, vivait dans un taudis d'une seule pièce, avec une seule fenêtre et une seule ampoule. Pendant toute son enfance, il ne posséda qu'un livre, un dictionnaire. Il reçut toute son instruction à l'école communale qu'il fréquenta jusqu'au jour de son Certificat d'Études Primaires, à 12 ans. Il devint ouvrier agricole le lendemain du CEP, à raison de 10 heures par jour – et parfois plus – 6 jours par semaine. Voici ce qu'il écrit :

« Vous évoquez parfois les programmes du primaire des années 1923 et 1945. Programmes de cette école de la République de l'époque qui a tant apporté à la France par son enseignement dont le seul but était de transmettre les connaissances aux enfants et de leur donner le goût de l'étude et du travail.

Je vais vous relater quel était l'état d'esprit d'un jeune ouvrier agricole du tout début des années 50, tout récemment reçu au Certificat d'Études Primaires. A cette époque, travaillant dans les champs, je me souviens avoir à maintes reprises pensé que j'étais capable de survivre sur une île déserte tellement les connaissances que j'avais acquises à l'école primaire me semblaient suffisantes pour « me tirer d'affaires ». Non seulement nous savions calculer, mesurer des longueurs, des surfaces, des volumes mais nous savions également comment fonctionnait une dynamo, comment on pouvait faire monter de l'eau des puits à l'aide de la force du vent, comment utiliser cette eau, comment on pouvait faire des leviers, quels étaient les outils utilisés en agriculture, en menuiserie, comment on les fabriquait, les réparait, quelles étaient les époques pour les semences, comment naissait le bétail, etc...

Oh ! l'enfant que j'étais était bien naïf, mais il n'avait pas une once d'esprit de supériorité. Il avait simplement la notion de survie et de la nécessité du travail bien fait. Nous étions formés par ces maîtres qui nous avaient enseigné la valeur du travail et qui, surtout, nous avaient appris à réfléchir. Et là, je retrouve la formidable « puissance formatrice » du mode de raisonnement que les problèmes du niveau du Certificat d'Études nous avaient permis d'acquérir... »

Remarquons que ce monsieur n'évoque pas l'enseignement du français qui lui fut dispensé ; la façon dont il écrit est assez éloquente, plus de cinquante ans après qu'il a quitté l'école.

A dix ans, il avait été brillamment reçu à l'examen d'entrée au lycée, mais ses parents n'avaient pu l'y envoyer, malgré la visite d'un inspecteur venu les presser de le faire, car ils n'avaient pas d'argent pour le loger à la ville. L'injustice n'était pas dans l'école de l'époque mais dans les conditions économiques et, concrètement, dans l'absence de bourses suffisantes.

Malgré son travail exténuant, il continua à étudier, chaque dimanche après-midi, avec le curé d'un village voisin qui était très savant et à qui il demanda « de lui apprendre le calcul différentiel et intégral ». C'est pour cela sans doute qu'il ne perdit pas ce qu'il avait reçu à l'école. Peu à peu, à force de travail, il fit son chemin et, après bien des métiers, termina sa carrière professionnelle comme ingénieur électronicien. L'amour du savoir pour lui-même, communiqué par l'école et pratiqué dans une perspective étrangère à l'utilitarisme, avait conservé à ce monsieur les moyens intellectuels d'améliorer plus tard sa condition.

Le monde matériellement arriéré qu'il connut dans son enfance paraît bien loin de nous. Si nous vivons mieux aujourd'hui, c'est grâce à des millions de personnes de son temps, qui, étant enfants, avaient reçu de leurs maîtres le même goût de l'étude et du travail, le même attachement au travail bien fait et le même entraînement à la réflexion.

Je voudrais maintenant citer deux extraits d'un texte de Monsieur Pierre Perrier. Pierre Perrier est ingénieur, ancien « secrétaire perpétuel » de l'Académie des technologies et ancien directeur des études du groupe industriel « Dassault Aviation ». Il fut, dit-on, l'un des principaux « pères » de l'avion « Rafale » et celui du logiciel de conception assistée par ordinateur « CATIA » qui est aujourd'hui le plus utilisé dans l'industrie du monde entier. Il s'est beaucoup intéressé à la situation de l'enseignement technique et professionnel, ce qui l'a vite amené à remonter jusqu'à l'école primaire. Voici ce qu'il écrit :

« Les petites et moyennes entreprises (PME) représentent en France près des trois quarts des emplois privés. Il faut savoir qu'elles sont surchargées de travail et que leurs clients s'inscrivent sur des listes d'attente ; les patrons pourraient souvent doubler leur effectif salarié sans manquer de commandes, mais la peur les retient souvent. Car, parmi les demandeurs d'emploi que le système éducatif leur envoie, on trouve trop souvent :

- des jeunes notoirement dégradés après des années de scolarité obligatoire sans lien avec l'apprentissage d'un métier, qui ne savent pas lire, écrire et compter correctement, qui sont incapables de tenir des propos clairs et concis, d'écouter autrui, de respecter un horaire ou une consigne impérative, ou d'admettre qu'on leur donne un conseil ;
- des personnes qui, malgré des années d'études au-delà de la scolarité obligatoire, présentent une partie de ces lacunes.

Les patrons de PME – bien plus que ceux des grandes sociétés – jouent un rôle primordial dans l'économie puisqu'ils créent la majorité des emplois. A l'heure actuelle, la pyramide des âges montre que le tiers de ces patrons seront retraités d'ici cinq à sept ans, laissant des millions d'emplois vacants. La plupart partiront aigris et amers de

n'avoir pu, à la fin de leur carrière, embaucher des jeunes motivés et bien formés, désireux de leur succéder et de s'investir dans le monde de l'entreprise productrice de biens ou de services. »

« La baisse du niveau de l'expression orale et écrite des enfants et des jeunes est un problème majeur. Une chose est particulièrement frappante à cet égard : c'est le manque de clarté de leur langage associé à l'imprécision de leurs gestes. Par exemple, beaucoup d'apprentis à qui l'on demande de chercher telle pièce à tel endroit, de procéder à telle intervention puis de remettre la pièce à sa place, n'y arrivent pas, par défaut d'attention et de mémoire, mais surtout par manque de compréhension de l'ordre qu'ils ont reçu ; celui-ci est pourtant formulé précisément dans le langage du métier et en bon français, mais sa bonne exécution requiert une coordination de leurs gestes qu'ils n'ont pas acquise avec finesse. Très souvent, les jeunes manient les objets d'une façon gauche et malhabile, qu'il s'agisse d'outils d'artisan ou d'artiste, ou même d'un simple crayon. Ils n'ont pas acquis la maîtrise du langage, ni la maîtrise fine de leurs gestes – qui lui est liée. Il n'est pas rare d'observer une mauvaise latéralisation qui affecte leurs capacités à s'orienter dans l'espace et à travailler efficacement de leurs mains ; celle-ci aurait dû se mettre en place lors de l'apprentissage de l'écriture et de la lecture.

Ce problème ne concerne pas uniquement les travailleurs manuels, mais aussi les étudiants de l'enseignement supérieur ; les défauts qui ne sont pas corrigés dès le cursus primaire persistent durant de longues années, parfois même toute la vie. L'imprécision et le manque de clarté n'affectent pas seulement le graphisme de ces étudiants, mais aussi leur expression orale et écrite, qui est souvent incohérente et confuse.

Lors de discussions avec des étudiants en sciences, j'ai constaté avec étonnement leur manque criant de culture classique et d'ouverture d'esprit pour les domaines du savoir autres que celui de leur spécialisation. Malheureusement, les études littéraires et les humanités ont peu à peu disparu des parcours scolaires scientifiques, alors que les élèves auraient pu continuer à s'en nourrir tout en étudiant les sciences. Autrefois, l'enseignement secondaire permettait aux jeunes d'améliorer leur connaissance du français, en particulier grâce à la mémorisation de pages entières des grands classiques après les beaux textes courts appris dès l'école primaire : si cette pédagogie était reprise, ils pourraient acquérir une meilleure maîtrise de la langue. Celle-ci est indispensable, quelle que soit la profession exercée, qu'il s'agisse de nouer des contacts humains ou d'expliquer les notions les plus complexes de la science moderne. »

Des propos de ce grand ingénieur et de la lettre de l'ancien ouvrier agricole il ressort la même leçon : qu'il n'est de richesse que d'hommes et que cette richesse se crée à l'école grâce à un enseignement riche et rigoureux qui inculque simultanément les habitudes indispensables au travail, au contrôle de soi et à la vie sociale, et la maîtrise de toutes les connaissances fondamentales.

Entre les années 1880 et 1960, nous avons connu en France une véritable école. En moins de cinquante ans, elle a été ravagée et transformée en quelque chose qui n'en a plus que le nom.

Les candidats à l'élection présidentielle se réclament de la « valeur travail ». Or la plupart des jeunes gens n'ont contracté à l'école aucune habitude de travail et n'ont reçu aucune formation intellectuelle sérieuse. A l'âge adulte, il est souvent trop tard.

Les candidats promettent de développer les PME. Or, chaque année qui passe, les PME peinent davantage à remplacer leurs dirigeants et leurs employés qui partent en retraite par des plus jeunes pourvus de l'éducation et de l'instruction indispensables.

Les candidats parlent d'augmenter le pouvoir d'achat. Or, pour augmenter le pouvoir d'achat, il faut produire des richesses, et pour produire des richesses, il faut des hommes à qui on ait conféré tous les éléments nécessaires à la croissance morale et intellectuelle.

Les candidats parlent de préparer l'avenir des générations futures. Or cet avenir est bouché pour des millions de victimes de notre école dégradée de ces dernières décennies.

Les candidats parlent d'une France fière de ses valeurs et de son identité nationale. Mais agiter un drapeau ne suffit pas. L'identité de la France réside dans la connaissance de son histoire pour se l'approprier et la continuer, ainsi que dans l'apprentissage approfondi de sa culture pour lui faire produire de nouveaux fruits. Or, depuis longtemps, on ne donne plus aux jeunes générations la connaissance de l'histoire de notre pays, ni encore moins celle de sa culture. Pourtant, la culture littéraire est au cœur de ce qui constitua la civilisation française.

Les candidats parlent d'intégrer les jeunes issus de l'immigration récente et de garantir la cohésion nationale. Or notre école ne transmet plus le patrimoine intellectuel de notre pays. Même avec les enfants de souche française ancienne, elle ne fait plus des petits français qui le soient au sens de la nature spirituelle de la France.

Les candidats parlent de la défense de la langue française. Or la plus grande partie des jeunes générations n'a jamais reçu l'apprentissage systématique des éléments de la langue qui en confère une maîtrise exacte et sûre tant à l'écrit qu'à l'oral.

Les candidats parlent de lutter contre l'insécurité et contre ce que l'on appelle pudiquement « les incivilités ». Or la montée des comportements violents dans la jeunesse résulte de ce que l'on a refusé à beaucoup d'enfants l'accès à la civilisation – sous les deux aspects indissolublement liés de l'instruction et de la morale – alors que c'est la raison d'être de l'école.

Les candidats parlent de refonder la démocratie. Or le fondement de la démocratie est la capacité donnée à chacun d'exercer son jugement et son esprit critique. Une capacité dont les conditions sont la maîtrise du langage – qui permet la pensée – et la connaissance approfondie et étendue de grandes œuvres – qui sont les matériaux de la pensée.

Les candidats parlent d'investir dans la recherche. Qui seront les chercheurs de demain ? Les filières scientifiques de l'enseignement supérieur sont peuplées d'étudiants qui ne maîtrisent même pas certaines connaissances que l'école primaire aurait dû leur transmettre.

Les candidats parlent de « faire de la culture la clé de voûte de la société ». Or, depuis des années, l'école soumise aux directives ministérielles enseigne le renversement de toute hiérarchie culturelle plus que la culture elle-même.

Les candidats nous disent que « plus juste, la France sera plus forte ». Sur le thème de la justice, je voudrais citer un troisième témoignage. Il est extrait d'un manuscrit saisissant qu'un professeur, Monsieur Michel Segal, m'a envoyé il y a quelques semaines :

« J'affirme que les grandes orientations du ministère de l'Éducation nationale

depuis trente ans n'ont fait qu'amplifier les distinctions sociales en donnant de moins en moins d'instruction aux plus pauvres. Sous des prétextes moraux et consensuels purement démagogiques, elles ont oeuvré pour donner à l'école des missions qui ne sont pas les siennes et lui ont retiré ce qui faisait sa force : la diffusion des savoirs et l'apprentissage de l'exigence. [...] L'école est dans une situation invraisemblable : ses maux ne viennent pas d'une maladie cachée, mais au contraire de principes revendiqués, mis en exergue par les gouvernements, déclamés théâtralement et déclarés fondateurs. Ces principes sont assassins de l'espoir d'une école juste pour les plus pauvres. Un signe qui ne trompe pas : les parents qui connaissent la réussite sociale n'accepteraient jamais que ces principes soient intégralement appliqués dans l'école de leurs enfants. Autrement dit, ces principes-là sont bons pour les plus pauvres. Le ministère a construit une école où ceux qui ont le moins reçoivent le moins d'instruction possible. Ses orientations sont particulièrement en vigueur chez les plus démunis parce qu'ils n'ont ni choix, ni moyens de pressions. Car c'est là que se fait d'abord la différence entre ZEP et bons quartiers : sur l'intervention des parents à l'école.

Pour avoir eu la chance de travailler aux deux bouts de la chaîne du secondaire, c'est-à-dire dans des lycées de centre-ville et dans des collèges ZEP de banlieue, j'estime que la différence fondamentale, celle qui induit toutes les autres, entre ces deux types d'établissements est le rapport des parents à l'école. Chez les uns l'école est une chance de sortir de cette condition, chez les autres elle est une nécessité pour la maintenir, l'assurer ou l'améliorer. Elle est d'un côté un espoir ou un rêve, de l'autre un service. Alors que chez les uns on osera à peine rencontrer les professeurs, chez les autres on exigera des rendez-vous ; chez les uns on se montrera disposé à tout faire pour que l'enfant réussisse, et chez les autres on surveillera les acteurs de l'école pour voir s'ils font correctement leur travail ; chez les uns on montrera une position de révérence, chez les autres on viendra se plaindre des dysfonctionnements. Chez les uns, on se sentira coupable des résultats de ses enfants alors que chez les autres on exigera au contraire des résultats de l'école.

C'est cette différence fondamentale qui permet les dérives hallucinantes de l'enseignement en ZEP car les parents n'osent jamais s'en plaindre. Ces abus sinistres commis en toute légalité et sans risque de poursuite font de la ZEP le lieu de la modernité, du militantisme, des recherches, des expérimentations en tout genre et plus généralement de tout ce que l'on met à l'école et qui n'est pas l'école. »

Ce manuscrit est à la disposition de l'éditeur qui voudra le publier.

L'école d'aujourd'hui se réclame constamment du souci de justice sociale. Michel Segal nous dit qu'en fait, elle abuse de la confiance des classes populaires, refuse à leurs enfants l'enseignement classique qui pourrait les instruire et se sert d'eux comme de cobayes pour mettre en oeuvre tous les principes de la pédagogie dite moderne contre lesquels les parents des classes populaires et particulièrement les parents immigrés sont désarmés. Si cela peut rassurer un peu les personnes surtout soucieuses d'égalité, il convient d'ajouter que l'enseignement des beaux quartiers est lui-même bien dégradé. Mais l'écart s'est creusé dans des proportions effrayantes.

Pour ma part, – étudiant sérieusement la situation de l'école depuis plusieurs années, ayant lu des dizaines de livres de témoignage de professeurs et d'instituteurs, ayant reçu des centaines d'autres témoignages d'humbles enseignants, ayant parcouru

programmes et manuels – je considère que les personnes qui ont dirigé l'Éducation nationale depuis trente ou quarante ans et jusqu'à ce jour ont trahi les enseignants et dénaturé la mission de l'école, conduisant à un désastre pour la nation tout entière.

Dans le texte de notre « Appel pour la refondation de l'école » que dix mille personnes de tous milieux ont signé et à propos duquel nous tenons aujourd'hui cette conférence de presse, nous avons énoncé quelques principes simples et déterminants, d'abord pour l'école primaire qui est la base et le fondement de tout le système éducatif.

Je voudrais cependant ajouter quelque chose à titre personnel, quelque chose que les associations signataires de notre appel n'auraient pas pu dire ni même penser mais que je puis dire parce que je ne suis membre d'aucune d'entre elles.

J'ai assez lu et parfois entendu les hauts fonctionnaires qui dirigent l'Éducation nationale – directeurs de différentes directions, conseillers, experts de hauts comités, chargés de mission, membres des commissions de rédaction des programmes, inspecteurs généraux, responsables des formations en IUFM, etc. –, et j'en sais assez sur leurs oeuvres, pour ne plus douter que la majorité d'entre eux est incapable d'entendre raison et de prendre même les mesures les plus simples pour commencer à rétablir une école digne de ce nom.

Le salut de l'école demande que la direction de l'Éducation nationale soit renouvelée. Les gens qui la dirigent de fait jusqu'à ce jour sont des généraux vaincus. Ils ont mis l'école dans la situation où elle est ; il faut confier à d'autres la responsabilité de l'école.

Pour cela, il n'existe pas d'autre vivier où puiser que les associations de professeurs et d'instituteurs défenseurs de l'instruction, à la fois celles qui se sont associées à notre appel et d'autres qui mènent de leur côté un combat aussi méritoire, comme par exemple « Sauver les lettres ».

Puisque je parle en mon nom, je souhaiterais recommander particulièrement aux candidats et aux responsables politiques l'association GRIP, le « Groupe de réflexion interdisciplinaire sur les programmes » qui associe dans une réflexion commune des instituteurs et des professeurs de toutes matières littéraires et scientifiques et de tous niveaux de l'école maternelle à l'université. La raison en est que le GRIP a élaboré un programme concret de réhabilitation de l'enseignement primaire – le programme SLECC (Savoir Lire Écrire Compter Calculer) – et que, depuis cette année, un feu vert minimal du ministère a permis à une trentaine d'instituteurs volontaires de le mettre en oeuvre dans leurs classes. En l'absence d'une politique générale de refondation et de reconstruction de l'école, ce programme assure que, dans quelques écoles de France au moins, la flamme de l'instruction brille à nouveau un peu plus vive. C'est à de telles petites flammes – si elles sont entretenues à un niveau suffisant – que pourrait se rallumer un jour le phare de l'instruction pour tous.

Qu'elles appartiennent au GRIP ou à d'autres associations, plusieurs des personnes présentes aujourd'hui ont déployé ces dernières années une énergie considérable pour se faire entendre auprès des hauts échelons du ministère. Elles ont communiqué conseils raisonnés et documents de travail comme on jette des bouteilles à la mer. Et ce alors que le ministre paraissait animé de certaines bonnes intentions. Peine perdue : pour le primaire, les bonnes intentions du ministre en matière de lecture, de grammaire ou de calcul ont été réduites à presque rien dans les circulaires rédigées par

son administration – comme on s'en aperçoit si on lit celles-ci avec attention. Et pour le collège, un récent projet d'arrêté portant sur l'enseignement des sciences préconise pour la fin de la Troisième un niveau exigible qui se trouve en deçà de ce que prévoyaient les programmes de CM2 encore en vigueur dans les années 60.

Une politique éducative n'est pas faite de bonnes intentions mais d'abord et avant tout de programmes scolaires précis, puisque la définition des contenus de l'enseignement est le coeur de la question de l'école. Les programmes successifs et les tombereaux de textes d'accompagnement produits par les instances dirigeantes de l'Éducation nationale se sont enfoncés année après année dans la médiocrité et le non-sens. Ceux qui les ont rédigés ne peuvent même plus comprendre ce que nous disons ; on ne reconstruira pas l'école en adjoignant aux équipes installées une pincée de défenseurs de l'instruction.

Mesdames et Messieurs les candidats et les responsables politiques ! pour commencer à reconstruire l'école de notre pays, vous ne pourrez éviter de confier toutes les responsabilités qu'ils méritent aux professeurs et instituteurs qui, depuis des années, ont mené une longue réflexion et accumulé connaissances et expériences dans le but de sauver l'instruction.

Vous voulez pour la France une économie dynamique, une culture vivante et brillante, une recherche scientifique et technique à la pointe de l'innovation mondiale, et vous imaginez pour cela des mesures visant à une meilleure organisation. L'organisation est importante, elle permet aux forces humaines qui existent d'exercer leur puissance créatrice, mais elle ne peut pas remplacer des forces humaines qui n'existent plus.

Pour qu'un jour de telles forces humaines existent à nouveau, vous devrez refonder et reconstruire l'école.